

Annexe B de la convention unique en santé et sécurité au travail

(à retourner dûment complétée lors de la signature de la délibération)

Rappel réglementaire :

« les agents des collectivités bénéficient d'un examen médical périodique » art. 20 du décret 85-603

« les services des collectivités doivent disposer d'un service de médecine préventive » art. 108-2 de la loi 84-53

Cela implique que l'autorité territoriale adhère obligatoirement à un service de médecine du travail pour l'ensemble de ses agents, quel que soit leur statut.

Je soussigné(e) :

Mme/M....., autorité territoriale ou son représentant

Nom collectivité ou établissement :

reconnais avoir pris connaissance des obligations suscitées et effectue le choix suivant :



Confie la surveillance médicale des agents à la cellule santé au travail du CDG 26 conformément aux modalités indiquées dans la convention unique santé, sécurité au travail.

Interlocuteur en charge du sujet : Mme/M. :

Mail : **tel :**

Effectif total des agents de la structure (quel que soit leur statut):

La déclaration d'effectif conditionne la facturation (voir annexe tarifaire A).



Ne souhaite pas adhérer à la cellule santé au travail du CDG 26 et s'oriente vers un autre service de santé au travail.

Fait le

Cachet et signature de l'autorité territoriale,
ou son représentant